



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 68 – 24 MARS 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**BURKINA FASO :
AIRTEL-BURKINA
DEVIENT
ORANGE-
BURKINA**

**PARTENARIAT ENTRE
ORANGE ET UBA
POUR DEVELOPPER
L'OFFRE ORANGE
MONEY**

**MAURITANIE : VERS
UN NOUVEAU
PROGRAMME
D'ASSISTANCE DU FMI**

**NAMIBIE : REDUCTION
IMPORTANTE DU
DEFICIT COMMERCIAL
EN 2016**

**DJIBOUTI :
INAUGURATION DU
GUICHET UNIQUE DE
L'ADMINISTRATION
PUBLIQUE**

**NIGER : SIGNATURE DE
PLUSIEURS
CONVENTIONS DE
FINANCEMENT AVEC
L'AFD**

**MOZAMBIQUE :
ACCORD ENTRE LA
SOCIETE JAPONAISE
SUMITOMO ET
ELETRICIDADE DE
MOÇAMBIQUE**

**CONGO-BRAZZAVILLE :
LE SITE PETROLIER
MOHO-NORD ENTRE
EN PRODUCTION**

**CAMEROUN :
L'INSTITUTION DE
MICROFINANCE CREDIT
COMMUNAUTAIRE
D'AFRIQUE DEVIENT
OFFICIELLEMENT UNE
BANQUE**



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Partenariat entre Orange et UBA pour développer l'offre Orange Money

Le groupe bancaire panafricain United Bank for Africa (UBA) et l'opérateur français Orange ont signé un partenariat pour promouvoir les services Orange Money (transfert d'argent sécurisé de mobile à mobile) en Afrique. L'encours mondial des transactions bancaires par téléphone a progressé de 120 % entre septembre 2015 et juin 2016. L'Afrique subsaharienne, où le taux de bancarisation reste faible et l'accès aux services financiers difficile, comptait à elle seule 277 millions d'abonnés au Mobile Money au 31 décembre 2016. Pour rappel, Orange a déjà signé des accords similaires avec Ecobank et les filiales africaines du groupe BNP Paribas.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : réception contrastée du plan de reprise économique nigérian

Publié le 7 mars dernier par les autorités fédérales, l'*Economic Recovery & Growth Plan, 2017-2020* (ERGP) propose une série de mesures pour une reprise de la croissance dès 2017 à 2,19 %. Selon l'avis de plusieurs acteurs institutionnels réunis le 11 mars à Lagos par le journal Vanguard, la réussite de ce plan dépendra de son exécution effective et de la mise en place d'une politique de change pertinente. Le vote du budget 2017, toujours en débat à l'Assemblée Nationale, pourrait lui aussi menacer l'exécution de l'ERGP selon le ministère du Budget et du Plan. Selon Bloomberg, les observateurs extérieurs accueillent pour leur part avec scepticisme la capacité du gouvernement à céder des actifs, notamment pétroliers.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : léger redressement des réserves de change et ralentissement du rythme de l'inflation en février

Le niveau des réserves de change nigérianes a fortement chuté avec la crise : de son pic le plus haut en septembre 2008 à 64 Mds USD, il a atteint 25 M USD en 2016. Néanmoins, il semble se redresser avec une augmentation de 15 % depuis début 2017, ayant atteint 30 Mds USD le 8 mars. L'inflation de même a connu sa première baisse en 15 mois en s'établissant à 17,78 % en g.a. en février contre 18,72 % en janvier. Cette baisse s'explique principalement par le ralentissement des pressions sur les indices de prix de l'énergie et des transports, quand à l'inverse, l'indice des prix des biens alimentaires a poursuivi sa hausse avec 18,53 % d'inflation en g.a. en février (17,82 en janvier).

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : nouvelle émission d'obligations tandis que le coût du service de la dette continue de progresser

Le bureau de gestion de la dette nigérian (DMO) a émis de nouvelles obligations sur le marché lundi 13 mars 2017. La souscription minimale est fixée à près de 15 EUR, avec pour objectif d'élargir la base des contributeurs. Parallèlement, les chiffres publiés par la DMO fin 2016 montrent une augmentation du service de la dette intérieure : les versements ont atteint 1,23 Md NGN en 2016, soit 35,4 % des recettes gouvernementales, contre 354 M NGN en 2010. L'*Economic Recovery & Growth Plan*, publié le 7 mars dernier, prévoit une augmentation de ce pôle de dépense jusqu'à 38,1 % des recettes en 2018, avant un retour à 34,5 % en 2020.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : vers un nouveau programme d'assistance du FMI

La récente mission article IV du FMI a été l'occasion d'échanger sur un nouveau programme économique susceptible d'être appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) sur la période 2017-2020. Ce nouveau programme porterait notamment sur l'accroissement des recettes et l'amélioration de la qualité des dépenses publiques. En 2016, suite aux déséquilibres induits par la diminution des termes de l'échange, les autorités mauritaniennes ont réduit le déficit budgétaire de plus de 3 % du PIB, maîtrisé l'inflation à 1,5 % et reconstitué les réserves de change à 5,5 mois d'importations de biens et services (hors secteurs extractifs). La dette publique sur PIB s'élève à 72 %, hors dette « passive » due au Koweït.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : diminution des échanges commerciaux avec la France

En 2016, la récession économique au Nigéria a fortement affecté le commerce de réexportation du Bénin, de même que l'activité au port de Cotonou. Cet effet, conjugué au ralentissement économique du pays, eu un impact sur les exportations françaises qui ont diminué de 16,4 %, à 214,1 M EUR (-42 M EUR). Plutôt marginales, les importations françaises en provenance du Bénin se sont élevées à 4,4 M EUR, en baisse de 23 %. L'excédent commercial en faveur de la France s'est ainsi contracté de 16 % (-39,3 M EUR) pour atteindre 209,7 M EUR.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : une dette publique de 48 % du PIB à fin décembre 2016

Au 31 décembre 2016, l'encours de la dette publique du Bénin s'élevait à 2 513 Mds FCFA (3,8 Mds EUR), soit 1 140 Mds FCFA (1,7 Md EUR) de dette extérieure et 1 373 Mds FCFA (2,1 Mds EUR) de dette intérieure. Le taux d'endettement public total est estimé à 47,6 % du PIB en 2016, en progression rapide mais en dessous du plafond de 70 % fixé par l'UEMOA. Le ratio de la dette extérieure rapporté au PIB se situe à 21,6 %. La dette intérieure, qui a le plus progressé ces dernières années (avec l'augmentation de l'encours des titres d'Etat), représente 26 % du PIB, avec un coût moyen pondéré de 6 % l'an.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : augmentation de 6,2 % en 2016 de l'indice de production industrielle en moyenne annuelle

D'après les chiffres de l'Institut national de statistique ivoirien, l'indice harmonisé de production industrielle (IHPI) a baissé de 1,1 % en décembre 2016, en glissement annuel. En moyenne annuelle, le volume de la production industrielle du pays aurait progressé de 6,2 % au cours de l'année 2016 comparativement à l'année 2015. Cette dernière évolution serait notamment imputable à la bonne tenue des branches extractives de pétrole brut et de gaz naturel et de la production et distribution d'électricité. Hors industrie extractive, la production industrielle aurait cru de 2,2 % et la production du secteur manufacturier de 1,3 % au cours de l'année 2016, d'après cet indicateur.

✉ benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : amélioration globale de la résilience du secteur bancaire

Représentant 10 % du PIB, le secteur bancaire continue d'améliorer ses indicateurs de performances, confirmant ainsi sa solidité globale. En janvier, le secteur affichait un ratio de capitalisation de 15,9 % (seuil réglementaire de 10,375 %) et des taux de rentabilité toujours élevés (ROE de 17,5 % et ROA de 1,3 %). Le taux de créances douteuses a quant à lui reculé de 3,2 % de l'encours en août à 2,9 % en janvier, soulignant un risque de crédit mesuré. Si les tests de résistance indiquent que le secteur est capable de supporter d'importantes pertes financières dans des hypothèses de crise, il reste toutefois fortement exposé à l'adversité de l'environnement international et aux difficultés propres à l'économie sud-africaine.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : réduction importante du déficit commercial en 2016

En 2016, le déficit commercial s'est réduit de -24,7 % à 29,9 Mds N USD (2,3 Mds USD). Cette importante contraction reflète un effet de base important puisque le déficit enregistré en 2015 était le plus élevé depuis 2007. Elle résulte d'une croissance plus rapide des exportations (+20,9 % à 70,8 Mds N EUR) que des importations (+2,5 % à 92,2 Mds N EUR). Les exportations ont notamment été portées par les ventes de diamants (1^{er} poste d'exportation avec 33,2 % du total), de cuivre (2^{ème} poste avec 17,5 %) et de poissons (3^{ème} poste avec 12,4 %) tandis que les importations ont été dynamisées par celles de diamants (dans une logique de réexportation ; 7,8 % du total), de navires (5,1 %) et de fourrage (4 %).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : 1^{er} mois de hausse des prix en février après 27 mois de déflation

Après 27 mois consécutifs de déflation, les prix ont augmenté de +0,1 % en g.a en février après -0,7 % en janvier. La faiblesse de l'inflation traduit toujours l'atonie de la demande intérieure, le manque de liquidité et le niveau très bas des prix des produits de base. En rythme mensuel, les prix ont progressé de +0,6 % en février après +0,2 % en janvier.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : prêt commercial de 800 M USD au gouvernement par quatre banques internationales

Le gouvernement kényan a annoncé avoir signé un prêt d'un montant de 800 M USD auprès de Standard Chartered, Standard Bank, Citibank et la Rand Merchant Bank. Les détails portant sur les modalités du prêt n'ont pas encore été officiellement communiqués. Pour rappel, l'échéance du remboursement d'un précédent prêt commercial de 750 M USD, contracté en 2015, est prévue en octobre, et l'Etat a sollicité la Trade and Development Bank pour un montant cumulé de 750 M USD cette année. Cet endettement, à hauteur d'1,5 Md USD était prévu dans le financement du déficit pour l'année 2016/17, déficit estimé par le FMI à 6,9 % du PIB.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : défense du bilan économique du Président Kenyatta lors de son discours sur l'état de la nation

Le Président Uhuru Kenyatta a présenté le mercredi 15 mars le discours annuel sur l'état de la nation devant le Parlement. Durant son discours, il a défendu le processus de dévolution et l'endettement public accru depuis son élection en 2012, justifié par les importants projets d'infrastructures. La dette publique kényane est passée de 41,7 % à 52,6 % du PIB d'après le FMI mais le risque de surendettement est jugé faible. Enfin, une revue de la grille salariale des parlementaires et des fonctionnaires a été annoncée.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la BEAC prévoit un redressement des perspectives macroéconomiques**

La BEAC se montre optimiste dans ses perspectives macroéconomiques sur le Congo, passées en revue lors de la session ordinaire du Comité monétaire et financier national du 15 mars. Elle table ainsi sur une croissance du PIB de 1 % en 2017 (contre -2,1 % en 2016), grâce à un rebond de la production pétrolière, avec l'entrée en production du champ Moho-Nord. S'agissant de l'inflation, la Banque prévoit une légère diminution des tensions inflationnistes, avec un taux contenu sous le seuil communautaire de 3 %, en raison notamment de la reprise du trafic routier et ferroviaire entre Brazzaville et Pointe-Noire. Même tendance pour les déficits des comptes publics et extérieurs qui devraient s'infléchir.

📧 ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : les établissements de crédit appelés à financer le secteur privé**

Lors du Conseil national du crédit qui s'est réuni le 15 mars à Brazzaville, les autorités congolaises ont incité le secteur bancaire et celui de la microfinance à se mobiliser pour accompagner la diversification de l'économie locale, en finançant le secteur privé. Partant du constat que les banques congolaises sont en surliquidité malgré une conjoncture difficile (baisse des dépôts fin 2016 de 14,4 %) et des crédits accordés en hausse de 3,2 %, l'État demande au secteur bancaire de financer davantage les PME congolaises et promet de son côté de mettre tout en œuvre pour améliorer le climat des affaires.

📧 ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Nigéria : la cybercriminalité coûte 127 Mds NGN (400 M USD) par an**

D'après le sénateur de l'Etat d'Oyo, Dr. Abdulfatai Buhari, le Nigéria enregistre annuellement des pertes de près de 400 M USD (0,08 % du PIB) à cause de la cybercriminalité : piratage de logiciels, vol de propriété intellectuelle ou attaques par des logiciels malveillants. Selon des analyses du FBI, le Nigéria serait classé troisième pays au monde en terme de sources de cyber-arnaques et cyberattaques, après les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Le Nigéria concentre 7,5 % des cybercriminels à l'échelle mondiale, selon un récent rapport de l'ONU. Les banques nigérianes sont particulièrement touchées, avec des pertes liées à la cybercriminalité de près de 505 M USD entre 2000 et 2013.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : inauguration du guichet unique de l'administration publique**

Les autorités djiboutiennes ont inauguré le guichet unique, service visant à faciliter l'accès des opérateurs économiques aux services administratifs. Il facilitera les démarches et procédures indispensables à la création et à l'exercice des entreprises à Djibouti. Le guichet unique regroupe 16 administrations parmi lesquelles l'ANPI, l'ODPIC, la CNSS, ainsi que la Poste, EDD, l'ONEAD ou encore Djibouti Telecom. Il proposera des services tels que l'appui aux démarches à la création de société, l'octroi de visas, titres de séjour, et permis de travail, la concession de terrains et de permis de construire, l'abonnement aux services publics, la conversion de permis de conduire, ou encore l'obtention d'agrément spécifiques.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : assouplissement des mesures de l'état d'urgence**

Les autorités éthiopiennes ont levé certaines des mesures exceptionnelles imposées dans le cadre de l'état d'urgence, instauré le 9 octobre 2016 pour une durée de six mois. Ainsi, les forces de sécurité ne peuvent plus perquisitionner à domicile ni procéder à des arrestations sans autorisation judiciaire. L'interdiction d'accès aux infrastructures économiques et aux usines de 18h à 6h pour les personnels non autorisés est également levée. La levée de ces mesures s'explique par l'arrêt des troubles sécuritaires ; les autorités éthiopiennes estiment que les mesures de sécurité habituelles sont suffisantes pour maintenir le calme.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : visite de la responsable de la Banque Mondiale en charge du Soudan**

Carolyn Turk, responsable de la Banque mondiale en charge de l'Éthiopie, du Soudan et du Soudan du Sud, a effectué une visite de trois jours à Khartoum, avant les réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI, du 21 au 23 avril. L'objectif de cette mission était de définir les axes futurs de coopération avec le Soudan, pour tirer un plein parti de l'allègement des sanctions américaines. Carolyn Turk a également indiqué qu'il s'agissait d'un moment critique pour les efforts de développement du Soudan.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Ghana : construction d'une centrale électrique de 200 MW par General Electric

GE (General Electric) a annoncé la construction d'une centrale électrique de 200 MW, qui sera opérée par Amandi Energy Limited à Aboadze. Détenue à 51 % par Endeavor (producteur indépendant d'électricité), Amandi Energy vendra l'électricité produite à ECG (*Electricity Company of Ghana*), dans le cadre d'un contrat d'achat d'énergie de 25 ans. Dans un premier temps, la centrale sera alimentée par du pétrole brut léger, puis par du gaz naturel une fois le champ de Sankofa entré en exploitation.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : la Banque mondiale accorde un prêt de 23 M USD pour la modernisation de la filière riz

Un protocole d'accord a été signé le 13 mars entre le représentant résidant de la Banque mondiale et la ministre de l'Economie et des Finances accordant à la Guinée un prêt de 23 M USD, destiné à la modernisation et la rentabilité de la filière riz. Il permettra également de concrétiser le programme présidentiel de relance des cultures d'exportation telles que le café, le cacao, l'anacarde, le palmier à huile, mais aussi l'élevage et la pisciculture. La Banque mondiale dispose à ce jour d'un portefeuille de prêts de 200 M USD en Guinée.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : signature d'un accord de financement du projet d'appui à la productivité agricole en Afrique de l'Ouest avec la Banque mondiale

Le représentant résident de la Banque mondiale et la ministre du Plan du Niger ont signé un accord de financement de 15 M USD (14,1 M EUR) en faveur du projet d'appui à la productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO). Ce financement additionnel, qui s'inscrit dans la première phase du PPAAO Niger (2011-2016), va renforcer les activités de recherche et de développement dans le secteur agricole. Cet accord participe à mise en place de conditions favorables au développement des PME et de l'emploi chez les jeunes dans le secteur agricole nigérien. Une deuxième phase est prévue en 2019.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Niger : signature de plusieurs conventions de financement avec l'AFD

Le ministre des Finances, l'Ambassadeur de France et le directeur de l'Agence française de développement au Niger ont procédé le 14 mars 2017 à Niamey à la signature de quatre conventions de financement d'un montant global de 70,6 M EUR portant sur deux projets. Le premier est un projet d'appui aux activités rurales et au financement de filières agricoles dans les régions d'Agadez et de Tahoua pour un montant de 65 M EUR auquel s'ajoute une contribution de 30 M EUR de l'Union européenne. Le second projet est un programme d'appui à la justice et à la sécurité au Niger (AJUSEN) de quatre ans. Ce dernier est financé par le Fonds fiduciaire d'urgence (FFU) de l'UE à hauteur de 6 M EUR, avec une délégation des fonds à l'AFD.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Burkina Faso : Une nouvelle usine de traitement de l'or pour Nordgold

Le groupe russe Nordgold, à travers sa filiale burkinabé BissaGold, a procédé le 16 mars à l'inauguration d'une 3^{ème} unité d'exploitation aurifère à Bouly, dans la commune rurale de Mané, localité située à 150 km de Ouagadougou. S'inscrivant dans l'axe 3 du PNDES visant à développer l'emploi formel, ce projet d'un coût estimé à 73 Mds FCFA (11,3 M EUR) et d'une durée de vie de 10 ans devrait permettre à l'État burkinabé de dégager plus de 64 Mds FCFA (97,6 M EUR) de recettes (redevances minières et impôts).

✉ xavier.toolo@diplomatie.gouv.fr

▼ Djibouti : don du Trésor français pour un programme de réduction des pertes physiques et commerciales de l'ONEAD (régie des eaux de Djibouti)

Le Trésor français financera via son instrument FASEP (subvention de 680 000 EUR) l'étude de faisabilité du programme de réduction des pertes physiques et commerciales de l'ONEAD (régie des eaux de Djibouti). Cette étude menée par le cabinet Artelia identifiera les pertes en eaux des réseaux sur Djibouti-ville et Balbala (87 % des clients de l'ONEAD). Cette démarche sur les réseaux est particulièrement importante alors que l'ONEAD devrait développer prochainement sa capacité de production, actuellement de 44000 m³/jour, via l'achèvement de l'aqueduc éthio-djiboutien et la future usine de dessalement (respectivement 100 000m³/j et 22 500m³/j supplémentaires).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : création du Fonds environnemental pour les aires protégées

Le 14 mars 2017, les autorités comoriennes ont créé le Fonds environnemental pour les aires protégées des Comores (FEC). Ce fonds aura comme objectif de contribuer au financement durable des aires protégées des Comores et à l'amélioration des conditions de vie des populations riveraines. Outre le Parc national de Mohéli, cinq nouvelles aires protégées seront classées cette année. Ce fond fiduciaire assurera une représentation de toutes les parties prenantes à la conservation de la biodiversité des Comores, et constituera un outil de mobilisation de financements pour la protection des ressources naturelles.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ Comores : lancement d'un projet de valorisation des déchets à Moroni

La cérémonie de lancement d'un projet de valorisation des déchets s'est tenue à Moroni le 10 mars 2017. Ce projet conduit par l'association « 2 Mains » permettra la construction d'un centre de recyclage équipé de panneaux solaires et l'installation de douze points de collecte de déchets dans la commune de Moroni. Il reposera sur trois composantes : (i) l'installation des infrastructures de dépôt volontaire des déchets, (ii) la création d'un groupement d'intérêt économique pour la valorisation des déchets recyclables et (iii) la mobilisation des populations par un exercice de sensibilisation. D'une valeur totale d'environ 70 000 EUR, le projet a bénéficié d'un financement du gouvernement du Japon sous forme de don.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ **Maurice : Une stratégie nationale de gestion des déchets à l'étude, avec l'appui de l'AFD**

A l'occasion d'un atelier, qui s'est tenu le 21 mars, l'Agence française de développement a confirmé son intention d'apporter son appui au gouvernement mauricien dans l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des déchets, ainsi que pour la réalisation des études de faisabilité de certains investissements qui pourraient être préconisés. L'étude est réalisée par le cabinet Ecorem, en association avec consultant LuxConsult. En 2016, environ 475 000 tonnes de déchets ont été générés à Maurice. Sur ce volume, seulement 30 000 tonnes (soit à peine plus de 6 % du total) ont été déviées du centre d'enfouissement à travers le compostage et le recyclage.

✉ discourm@afd.fr

▼ **Tanzanie : mise en construction d'un échangeur autoroutier à Dar es Salam**

Le Président Magufuli a posé la première pierre d'un nouvel échangeur autoroutier à Ubungu, zone située au nord-ouest du centre-ville de Dar es Salam où se trouve notamment la principale gare routière de la capitale économique tanzanienne. La construction de cet échangeur vise à décongestionner l'un des principaux points de passage de la ville, fréquenté quotidiennement par 65 000 véhicules dont de nombreux camions de marchandises à destination des pays enclavés voisins. Le projet est estimé à près de 80 M EUR, financés par la Banque mondiale et le gouvernement tanzanien. Les travaux, dont la durée prévue est de 2 ans et demi, seront réalisés par l'entreprise chinoise CCECC.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : signature d'une série d'accords lors de la visite du Président du Groupe de la Banque mondiale**

Le Président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, a effectué une visite de trois jours à Dar es Salam, durant laquelle il a pris part à plusieurs séances de travail avec le Président Magufuli. Trois protocoles de financements majeurs ont été signés pour un total de 780 M USD : le *Dar es Salam Urban Transport Project* (425 M USD), le second volet du *Strategic Cities Project* (130 M USD) et le *Tanzania Second Water Sector Supply Project* (225 M USD). M. Kim a par ailleurs annoncé qu'au cours des trois prochaines années, la Tanzanie bénéficierait de financements concessionnels à hauteur de 2,4 Mds USD. La Banque mondiale finance actuellement 28 projets en Tanzanie, pour un montant total de 4,2 Mds USD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : signature d'un protocole d'accord pour le financement d'une unité de production d'eau potable entre le FGIS et ERANOVE**

Serge Mickoto, administrateur directeur général du Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS) et Marc Alberola, directeur général du groupe ERANOVE, ont signé un protocole d'accord pour le financement d'une unité de production et de traitement d'eau potable, le 20 mars dernier à Genève à l'occasion de la 5^{ème} édition de l'Africa CEO forum. L'usine, d'une capacité prévisionnelle de production de 140 000 m³ par jour serait située aux environs de Libreville. Elle serait alimentée par les eaux du Komo, captées entre les villes de Ntoun et Kango.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Madagascar : Tananarive mise sur l'agriculture urbaine

L'Institut des Métiers de la Ville (IMV), plateforme opérationnelle de coopération de la Région Ile-de-France auprès de la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA), organise un colloque international « Nourrir les villes » les 23 et 24 mars avec des invités du Burkina Faso, de France, des Pays-Bas et du Sénégal. L'agriculture urbaine se veut une solution pour les villes africaines et une réponse pragmatique aux défis posés par la croissance démographique, le dérèglement climatique et les catastrophes naturelles. Via le programme AULNA qui avait été mis en avant lors de la COP21, la CUA favorise des formes d'agriculture intra-urbaines peu consommatrices d'espace en vue d'assurer la sécurité alimentaire des habitants de la capitale.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : Eskom et la Coega Development Corporation signent un protocole d'accord relatif au nouveau programme nucléaire

L'accord couvre notamment la gestion de projet et les services de mise en œuvre pour le développement de l'infrastructure, le développement des compétences locales et les études de développement socio-économique. Alors que l'examen de la stratégie nationale énergétique (IRP) est en cours, le site de Thyspunt, près de Port Elizabeth, est privilégié pour l'édification des nouveaux réacteurs.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : accord entre la société japonaise Sumitomo et Eletricidade de Moçambique

Cet accord, qui fait suite à la visite du Président Nyusi au Japon, est un projet d'extension (110 MW) d'une centrale électrique existante de 12 MW, située à Temane et qui sera opérationnelle en 2021. Le projet, estimé à 190 M USD, sera financé par un prêt concessionnel de la Japanese Bank et l'équipement sera fourni par la société IHI. Les deux sociétés sont déjà engagées dans la construction d'une centrale à gaz à Maputo, dont le coût de développement est estimé à 170 M USD. Un mémorandum d'entente a également été signé entre les deux gouvernements pour le développement s'un système de transport public urbain à Maputo et pour la construction de trois ponts reliant les districts de Palma et la ville de Pemba.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : Deux groupes russes vont investir 12 Mds USD dans la construction d'une raffinerie pétrolière et d'une liaison ferroviaire**

Les groupes russes Rail Standard Service et Fortland Consulting Company vont investir 12 Mds USD dans la construction d'une raffinerie pétrolière et d'une liaison ferroviaire. Le projet sera mis en œuvre par Namref, un véhicule d'investissement mis en place à 75 % par Rail Standard Service et à 25 % par Fortland Consulting Company. La raffinerie, qui atteindra sa production maximum 11 ans après le début des opérations, traitera 400 000 barils de pétrole par jour, soit un quart de la production journalière angolaise.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : le retrait de la compagnie d'extraction minière russe Putu Mining confirmé**

Le ministre libérien des Terres, des Mines et de l'Energie, Patrick Sendolo, a confirmé le retrait du groupe russe Putu Mining du Libéria, ce dernier ayant échoué à trouver des partenaires d'exploitation. Le ministre a également évoqué des discussions entre le gouvernement libérien et Arcelor Mittal pour une modification de l'accord sur le développement minier (MDA), signé en 2006 pour l'extraction de minerai de fer à Nimba. Le gouvernement souhaiterait qu'Arcelor Mittal y inclue des projets de développement urbains et sociaux.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Circum Minerals obtient sa licence pour exploiter la potasse du Danakil**

La compagnie minière Circum Minerals vient d'obtenir son permis d'exploitation minière pour son projet de potasse situé dans la région du Danakil, au nord-est du pays. Le permis est valable pour une période initiale de 20 ans, renouvelable de manière indéfinie tous les dix ans sous réserve de la viabilité financière du projet. La licence autorise l'exploitation de 4,9 Mds de tonnes de ressources de potassium sur une zone de 365 km². Pour rappel, le norvégien Yara est également en phase d'exploration de potasse dans le Danakil, tandis que l'avenir de l'implantation de l'israélien ICL (qui a pris le contrôle d'Allana Potash en juin 2015 puis annoncé sa volonté de se retirer du pays), est incertain.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : le site pétrolier Moho-Nord entre en production**

Total a annoncé la mise en production le 15 mars du projet pétrolier Moho-Nord, à 75km au large de Pointe-Noire, dans lequel l'entreprise participe à 53,5 % (Chevron à 31,5 % et la SNPC à 15 %). Les 34 puits raccordés à une plateforme à ancrs tendues et l'unité flottante de production devraient permettre d'atteindre une production de 100 000 barils par jour. Le ministère des Hydrocarbures prévoit une hausse de 20 % de la production pétrolière au Congo d'ici à 2018. Ce site est le plus grand projet pétrolier jamais réalisé au Congo et devrait permettre au pays de se hisser à la troisième place des producteurs de pétrole d'Afrique subsaharienne, après le Nigeria et l'Angola.

✉ marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : mémorandum de coopération entre la Guinée Equatoriale et le Soudan du Sud dans le domaine des hydrocarbures**

Lundi 20 mars à Djouba, le ministre équato-guinéen des Mines et des Hydrocarbures, Gabriel Obiang Lima, et son homologue sud-soudanais, Ezekiel Lol Gatkuoth, ont signé un mémorandum de coopération bilatéral dans le domaine des hydrocarbures. Ce partenariat vise à créer des échanges d'information sur la réglementation de l'industrie pétrolière, la promotion de projets upstream, downstream et infrastructurels ainsi que faciliter la collaboration entre les deux entreprises nationales (GEPetrol et Nilepet).

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Ghana : construction d'une nouvelle usine de production de caoutchouc de 50 M EUR par GREL**

GREL, filiale de la SIPH (Société internationale de plantations d'hévéas), a annoncé la construction d'une nouvelle usine de production de caoutchouc pour un montant de 50 M EUR à Agona en région Ouest. La première phase devrait être terminée en 2019, pour une construction finale achevée en 2028. Ce projet devrait permettre de créer 2000 nouveaux emplois, et d'accroître la capacité de production à 10 tonnes par heure dès 2017 soit une production annuelle de 41 000 tonnes (contre 8 tonnes/heure et une production annuelle de 36 816 tonnes en 2016).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : attractivité du secteur minier en baisse d'après l'institut Fraser**

Selon le rapport 2016 de l'institut canadien Fraser sur l'attractivité du secteur minier, le Burkina Faso passe de la 2^{ème} à la 8^{ème} place parmi les pays africains et de la 29^{ème} à la 48^{ème} au niveau mondial, entre 2015 et 2016. Parmi les critères retenus pour cette analyse, on peut citer les réglementations mises en place par les gouvernements, le système légal, le régime de taxation, les infrastructures, la stabilité politique, les lois concernant le travail. Le top 10 des pays africains les plus attractifs en 2016 est le suivant : Côte d'Ivoire (17^{ème} à l'échelle mondiale), Botswana (19^{ème}), Ghana (22^{ème}), RDC (29^{ème}), Zambie (30^{ème}), Erythrée (33^{ème}), Mali (42^{ème}), Burkina-Faso (48^{ème}), Namibie (53^{ème}), et Tanzanie (64^{ème}).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Côte d'Ivoire : la filiale ivoirienne du groupe Ecobank lance une nouvelle solution de paiement mobile

Ecobank Côte d'Ivoire a lancé ce 15 mars à Abidjan une nouvelle solution de paiement mobile, nommée Masterpass QR. Développée en partenariat avec l'américain MasterCard, cette innovation, utilisable par les professionnels et les particuliers, consiste à scanner à partir d'un téléphone mobile le code QR affiché chez le commerçant ou sur le site internet de la banque pour réaliser le paiement. Ecobank Côte d'Ivoire représentait fin 2016, 12,8 % de parts de marché, juste derrière la Banque atlantique (13,2 %) et la SGBCI (14,3 %).

✉ benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr

▼ Etisalat envisage de quitter le Nigéria

Selon Reuters, l'opérateur téléphonique émirati souhaite se désinvestir de sa filiale nigérienne. Etisalat Nigeria est dans l'incapacité de tenir les délais de remboursement d'un prêt de 1,7 Md USD dû à un consortium de banques étrangères et de trois banques nigérianes. Le consortium a tenté de prendre le contrôle d'Etisalat avant l'opposition de la Banque centrale et de la NCC (autorité de régulation des télécommunications). L'opérateur qui possède 45 % de sa filiale nigérienne, pourrait donc vendre ses parts. En décembre 2016, Etisalat comptait 20 millions d'abonnés au Nigéria, ce qui en fait le quatrième opérateur de téléphonie mobile du pays, avec une part de marché de 14 % (contre respectivement 40,24 % et 22 % pour MTN, Globacom et Airtel).

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : le consortium Mota-Engil et CCEC remporte l'appel d'offre pour la construction du nouveau port de Macuse et de sa ligne de chemin de fer

Le consortium sino-portugais Mota-Engil (50 %) et CCEC (50 %) a remporté l'appel d'offre pour la construction du nouveau port en eaux profondes de Macuse et d'une ligne de chemin de fer desservant la province de Tete. Le projet, d'une valeur de 2,3 Mds USD environ, a été attribué au concessionnaire du port et de la liaison ferroviaire Thaï Mozambique Logistique fin 2013 par le gouvernement et sera opérationnel en 2021. Le financement de la ligne sera couvert par TML à travers les contrats de logistique conclus avec les sociétés minières opérant dans la région.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Durban n'organisera finalement pas les Jeux du Commonwealth en 2022

La ville de Durban n'organisera finalement pas les Jeux du Commonwealth en 2022, du fait de délais non respectés et de problèmes financiers. La Fédération des Jeux du Commonwealth (CGF) a déclaré que Durban n'avait pas répondu aux promesses contenues dans sa candidature et que la recherche d'une ville hôte de remplacement était en cours (la ville canadienne d'Edmonton s'est retirée en 2015). Le pays aurait dépensé 8 Mds ZAR pour cet événement et prévoyait des retombées directes de plus de 11 Mds ZAR.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : Air Austral choisi comme partenaire stratégique d'Air Madagascar**

Le conseil d'administration d'Air Madagascar a officialisé le 16 mars son choix de sélectionner Air Austral comme futur partenaire stratégique de la compagnie malgache. Un an après l'appel à manifestation d'intérêt, l'offre de la compagnie réunionnaise a été préférée à celle d'Ethiopian Airlines. Air Austral va entrer au capital d'Air Madagascar à hauteur de 49 % et assumera sa gestion, tandis que l'Etat demeurera l'actionnaire majoritaire de la compagnie malgache. Le Président d'Air Austral Marie-Joseph Malé est attendu à Tananarive le 31 mars en vue de signer un protocole d'accord. La conclusion d'un contrat de partenariat stratégique et du pacte d'actionnaires est ensuite prévue pour le 31 mai.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : un des leaders de la gestion de fonds offshore racheté par le groupe luxembourgeois SGG**

Le groupe financier luxembourgeois SGG Participations S.A. a annoncé l'acquisition de la division *Global Business* du groupe CIM, un des principaux acteurs mauriciens spécialisés dans les services de gestion de fonds et d'administration de sociétés du secteur offshore. Le montant de la transaction serait de l'ordre de 90 M USD. Le volume des actifs administrés par CIM Global Business, un des tout premiers opérateurs sur le segment de l'offshore à Maurice, est estimé à quelque 150 Mds USD. Cette annonce intervient quelques semaines après la cession d'un autre acteur majeur du secteur - International Trust Services Ltd - au britannique SANNE Group Plc, pour 127 M USD.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : l'expertise mauricienne recherchée par la Côte d'Ivoire pour le développement du VITIB**

A l'issue d'une visite d'une délégation du VITIB (Village des Technologies de l'Information & de la Biotechnologie), future ville nouvelle devant être érigée sur quelque 620 ha, à proximité d'Abidjan, un protocole a été paraphé entre le Mauritius Africa Fund (fonds souverain mauricien) et le VITIB, qui ouvre la voie à la création d'une société mixte de type SPV (Special Purpose Vehicle). Plusieurs projets, pour lesquels l'expertise mauricienne est recherchée, auraient été identifiés. Maurice a entamé des négociations avec d'autres Etats africains, notamment le Sénégal et le Ghana, pour participer au développement de Zones économiques spéciales (ZES).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : les avions d'ECAIR toujours cloués au sol**

La compagnie aérienne congolaise ECAIR a suspendu ses activités depuis octobre 2016, plombée par un déficit abyssal malgré les 500 M EUR mis à disposition par l'État. Les résultats de l'audit, commandé fin 2016 par le ministère des Finances et rendus publics en février, mettent sans ambiguïté en cause la gestion de l'entreprise en soulignant de possibles conflits d'intérêts, des anomalies dans les comptes, de nombreuses dépenses non justifiées et des charges d'exploitation exorbitantes. La directrice générale, qui n'a pas l'intention de démissionner, assure qu'un MoU a été signé avec Ethiopian Airlines portant sur un partenariat technique et de la formation qui pourrait se transformer en "*partenariat stratégique*" si certaines exigences de l'État congolais étaient levées.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : vers une sortie de la liste noire de l'OACI**

Le 15 mars 2017, le ministre de l'Aviation civile, Fausto Abeso Fuma, a annoncé la future sortie du pays de la liste noire de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Un audit effectué par l'OACI du 12 au 16 décembre 2016 et du 7 au 14 février dernier a permis de souligner les efforts menés depuis 2012 par le gouvernement équato-guinéen. Une réunion tripartite aura lieu prochainement au Swaziland entre le Président de l'OACI, les autorités de l'Union Européenne (UE) et le ministère de l'Aviation civile pour déterminer une date de sortie officielle et afin de notifier le retrait du pays de la liste noire de l'UE.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Burkina Faso : Airtel-Burkina devient Orange-Burkina

Le groupe français Orange a lancé officiellement sa marque au Burkina Faso le 16 mars 2017 en présence du Directeur adjoint du groupe, Bruno Mettling, du Directeur général de Orange-Côte d'Ivoire et Président du Conseil d'administration d'Orange-Burkina, Mamadou Bamba, et de la Directrice exécutive de la communication, Beatrice Mandine. Le réseau téléphonique Airtel-Burkina est ainsi devenu Orange-Burkina dirigé par Ben Cheick Haïdara. Orange entend faire la différence au Burkina Faso à travers son réseau et des offres compétitives pour devenir leader sur le marché. Pour ce faire, le groupe compte investir 14 % de son chiffre d'affaires pour assurer la transformation complète des équipements. Le Burkina Faso devient ainsi le 26^{ème} pays à accueillir le groupe Orange.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : l'institution de microfinance Crédit Communautaire d'Afrique devient officiellement une banque

Selon le Président du conseil d'administration de la CCA, Albert Nkemla, après deux ans de procédures de surveillance par la Commission bancaire d'Afrique centrale (Cobac), l'ex-microfinance a obtenu son agrément bancaire et devient la 15ème banque classique au Cameroun. Les comptes de la nouvelle banque n'ont cependant pas encore été rendus publics. Son capital social s'établissait en août 2013 à 15 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Dangote Cement Cameroon, leader du marché du ciment en 2016

L'entreprise nigériane revendique 47 % de parts de marché en 2016, avec des ventes atteignant 1,2 M de tonnes de ciment (représentant un écoulement de 85 % de sa production) et serait classée premier fournisseur de ciment sur le marché camerounais, devant le français Cimencam-Lafarge, le marocain Cimaf et le turque Medcem. Dangote Cement Cameroon a par ailleurs reçu le 15 mars 2017, de la Fondation camerounaise des consommateurs (Focaco) le prix du « meilleur ciment ».

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Burkina Faso : pays invité d'honneur au 5^{ème} FIAD à Casablanca

Le Président du Burkina Faso a pris part les 16 et 17 mars 2017 à Casablanca, au 5^{ème} Forum international Afrique Développement (FIAD), placé sous le thème "Les nouveaux modèles de croissance inclusive en Afrique". Il a notamment présenté le Plan économique et social du pays (PNDES 2016-2020) et invité les hommes d'affaires marocains à venir y investir. A cette occasion, l'Agence de Promotion des Investissements au Burkina (API-BF) a signé une convention de partenariat avec le groupe marocain Attijariwafa Bank, initiateur du FIAD, afin de développer les échanges d'information, leurs outils de promotion. Pour rappel, le groupe Attijariwafa Bank est présent dans le pays depuis 2011 avec sa filiale CBAO Burkina Faso.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

